

<https://www.pressegauche.org/Francine-Sporenda-La-guerre-des-populismes-contre-les-femmes-etat-des-lieux>



Francine Sporenda : La guerre des populismes contre les femmes : état des lieux

- Société - Mouvement des femmes -



Date de mise en ligne : mardi 1er octobre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans une indifférence quasi générale, la déferlante des populismes balaye la planète. Comme des dominos, un pays après l'autre tombe dans le camp des démocraties et sous l'emprise des hommes forts qui en prennent inévitablement la tête. Les électeurs de pays ayant derrière eux des siècles de tradition démocratique, comme les États-Unis et l'Angleterre, se laissent séduire par les rodomontades démagogiques de politiciens histrioniques dont l'excès de testostérone est le principal argument électoral ; subjugués par leur inquiétant charisme, ils choisissent d'ignorer les casseroles qu'ils traînent, leur corruption et leur violence, et leur confient stupidement les clés de la maison, du compte en banque et des codes nucléaires.

Tiré du [blogue de l'auteure](#).

Comme les fascistes se sont autrefois emparés du pouvoir en (presque) toute légalité, par le simple jeu des élections démocratiques, des leaders et mouvements d'extrême-droite qui se sont fait connaître sous le terme plus policé de « populistes » obtiennent incompréhensiblement la confiance de leurs concitoyens.

Incompréhensiblement - parce qu'on ne peut pas arguer que les électeurs n'étaient pas prévenus : quand Trump a remporté l'investiture Républicaine pour les présidentielles de 2016, les médias ont publié des articles établissant avec certitude-ou alléguant avec une forte probabilité - que le candidat républicain à la Maison Blanche était un agresseur sexuel, un violeur compromis avec Jeffrey Epstein, un escroc, un mafieux, un raciste et un traître bénéficiant des ingérences multiples d'une puissance étrangère hostile dans la campagne présidentielle en cours. On peut donc supposer que soit les quelque 63 millions d'électeurs américains qui lui ont accordé leurs suffrages ont considéré que tout cela n'était que broutilles, soit au contraire que c'est la personnalité délinquante de ce candidat hors-norme qui les a convaincus. Même schéma pour Bolsonaro et Johnson dont les commentaires sexistes et racistes font depuis longtemps le buzz dans les médias.

Non seulement les populismes avancent leurs pions partout, mais ils unissent leurs forces en une sorte d'internationale populiste informelle. Steve Bannon en est le commis voyageur et assure la liaison entre les différents pôles du mouvement, tandis que Poutine, banquier omniprésent, reprend le rôle de mécène des néo-fascismes tenu dans les années 30 par Mussolini et Hitler. Où s'arrêtera cette « résistible ascension » populiste ? La démocratie a-t-elle fait son temps, la parenthèse démocratique, fille des Lumières et de la prospérité économique, est-elle en train de se refermer ? Sommes-nous face à une mutation post-moderne du fascisme - comme on parle d'un virus qui a muté ? La France pourrait-elle passer du côté obscur de la force ?

En Europe, les pays suivants ont à leur tête un gouvernement populiste - Pologne, République Tchèque, Hongrie, et l'Italie qui vient juste de se débarrasser de Salvini mais dont la nouvelle coalition au pouvoir inclut le Mouvement 5 étoiles qui siège avec l'extrême-droite au Parlement européen) - tandis que d'autres, comme l'Autriche, la Slovaquie, la Bulgarie, la Lettonie sont dirigés par une coalition où figurent des populistes. La Russie fait certainement partie du club en pleine expansion des États populistes - on peut même dire que c'en est le prototype, chronologiquement le premier des pays au monde à s'être engagé dans cette voie. La Turquie d'Erdogan, le Brésil de Bolsonaro, les Philippines de Duterte sont habituellement étiquetés « régimes populistes » par les politologues. Dans d'autres pays, comme la France, les populistes sont devenus la première force politique ou connaissent une montée en puissance spectaculaire. En 2019, environ 150 millions de citoyens européens vivent sous des régimes populistes.

Mais qu'est-ce exactement que le populisme, terme assez vague et attrape-tout utilisé pour qualifier des types de gouvernement dont les différences peuvent, à première vue, paraître plus frappantes que les similarités ? Et

pourquoi tendent-ils ainsi à se substituer, sans coup d'état, aux démocraties libérales de type représentatif (c'est-à-dire où les citoyens élisent des parlementaires pour les représenter, passer des lois et gouverner en leur nom) ?

Un des postulats fondamentaux de l'idéologie populiste est que, justement, ce système de démocratie représentative ne serait pas vraiment démocratique : les représentants élus par le vote démocratique constitueraient une élite hors-sol, un groupe de privilégiés déconnectés de ceux qui les ont élus ; complètement coupés du peuple, ils ne sauraient le représenter, sont incapables de le protéger et même le trahissent : la représentation parlementaire démocratique serait une fiction, et ce système politique serait par définition inefficace, asservi aux puissances d'argent et corrompu : le fameux « tous pourris ». Pire, il serait devenu obsolète, et les dirigeants populistes le déclarent sans ambages - c'est ce qu'a fait Poutine récemment (1). C'est aussi ce que prêche Viktor Orban, qui gouverne la Hongrie depuis 2010 : dans un discours de 2014 où il vantait les mérites de la démocratie hongroise « pas nécessairement libérale » (libérale s'entend au sens politique et non économique), il a déclaré que les démocraties occidentales libérales « ne seront pas en mesure de maintenir leur compétitivité dans les années à venir » (2).

Si la démocratie libérale basée sur la représentation parlementaire ne traduit pas la volonté du peuple, quel est le système politique préconisé par les populistes ? Selon eux, pour que cette volonté du peuple soit pleinement respectée, le lien entre peuple et gouvernement doit être direct, non médiatisé. Et ce lien direct est celui qui existe entre le leader populiste et le peuple : le leader populiste, comme le souligne Jan Werner-Müller, « peut reconnaître, tout seul et avec justesse, l'authentique volonté du peuple » (3) ; il sait instinctivement ce qu'il désire et ce qui est bon pour lui, et c'est la connexion quasi-mystique qu'il a avec lui qui lui permet de traduire fidèlement sa volonté. Et bien sûr, s'il a avec le peuple cette connexion immédiate, c'est parce que le leader populiste est (ou du moins se présente comme) sorti du peuple, issu de la même communauté, formé par la même culture, la même religion, voire appartenant à la même ethnie que ceux qui le constituent. Prémisses implicites de cet argumentaire : le peuple ne peut se tromper, il est par définition vertueux et moral - contrairement à ses représentants corrompus. Autre prémisses invisible : le peuple est homogène, il n'y a pas en son sein de conflits d'intérêt et de différences de classes, de sexe, de religion ou d'ethnie - le peuple parle d'une seule voix, le leader populiste communique avec lui intuitivement, et les partis politiques - qui représentent justement différentes classes et différents intérêts - ne servent qu'à entretenir des divisions nuisibles dans le corps de la nation.

On voit tout de suite les dérives autoritaires sur lesquelles débouche cette fiction idéalisante du peuple homogène et souverain qui ne saurait se tromper : puisque le leader populiste devine infailliblement la volonté du peuple, plus besoin de consulter formellement celui-ci, plus besoin de Parlement, plus besoin même d'élections, sauf celles qui désigneront et ré-éliront ad libitum - éventuellement à vie - le leader. Au plus, on organisera des référendums-plébiscites par lesquels les électeurs exprimeront leur soutien enthousiaste à ses décisions. Dans ces conditions, tout désaccord avec le leader revient à bafouer la volonté populaire - et comme tel doit être considéré comme répréhensible, voire attentatoire : il n'y a pas de place pour le pluralisme politique dans les régimes populistes qui revendiquent ainsi le « monopole de la représentation » (4). Évidemment, les leaders et gouvernements populistes intègrent à leur tour les élites dès qu'ils sont au pouvoir, encore plus coupés des masses que les parlementaires des démocraties libérales, puisqu'eux sont inamovibles, contrairement aux élus. Et leurs prétentions à incarner le peuple parce qu'ils en sont issus sont évidemment pure mystification : la plupart des dirigeants populistes sont soit sortis des catégories les plus fortunées de la population (Trump, Boris Johnson), soit des classes moyennes (Bolsonaro, Orban, Erdogan, Kaczynski, etc.) (5).

Il est d'ailleurs amusant d'observer les revendications légitimistes qui opposent différents mouvements populistes aspirant au pouvoir, chacun affirmant « nous sommes le peuple » (comme le fait le mouvement Pegida en Allemagne), tandis que des mouvements rivaux clament « non, c'est nous le peuple » (6). Touchants aussi sont les efforts de certains leaders populistes nés dans les plus hautes sphères de la société, comme Trump et Johnson, pour « faire peuple » : langage grossier, vulgarité étudiée et manières de butors calculées sont performés

ostensiblement pour valider leur capacité innée à incarner la volonté populaire.

En résumé, quelles que soient leurs différences découlant de substrats culturels différents, les régimes populistes partagent ces points communs : ils sont anti-démocratiques (au sens de démocratie libérale - donc anti-parlementaires - anti-Droits humains, anti-immigration, xénophobes, plus ou moins explicitement racistes, anti-écologie la plupart des leaders populistes ne croient pas au réchauffement global) et centrés sur le culte d'un chef charismatique paradant une virilité surjouée. Et intrinsèquement sexistes, misogynes et anti-féministes - de par le projet même qu'ils travaillent à mettre en oeuvre, dont un des objectifs essentiels est de démanteler morceau par morceau les avancées féministes des cinquante dernières années. En effet, une des toutes premières choses que font les leaders populistes dès leur arrivée au pouvoir, c'est de s'attaquer aux droits des femmes, leur obsession, leur bête noire étant évidemment le droit à l'avortement.

Trump et le populisme américain : une stratégie répressive

Trump a très bien compris l'intérêt mobilisateur du thème anti-IVG pour s'attirer les suffrages des fondamentalistes chrétiens, force redoutable et disposant de moyens énormes aux Etats-Unis. Lors de sa campagne électorale, la mise en avant de ce point de sa plate-forme lui a permis - nonobstant sa vie privée plus dissolue qu'édifiante - d'obtenir le soutien de la plus grande partie de l'électorat religieux américain. Encouragées par son élection, les forces politiques christiano-réactionnaires se sont senti pousser des ailes et ont lancé une vaste offensive anti-IVG dans une série d'états : l'Alabama, la Georgie, l'Ohio, le Missouri, le Texas, l'Arkansas, le Mississippi, la Louisiane, le Kentucky, le Dakota du Nord, l'Iowa, l'Utah ; en tout, 27 lois interdisant l'avortement ont été passées (et éventuellement bloquées par des juges) dans 12 états, et 479 lois le restreignant fortement ont été passées dans 33 états depuis le début de 2019 (7). En fait, ces lois limitant très strictement l'accès à l'avortement le rendent concrètement impossible - puisque la durée très courte pendant laquelle il est autorisé à certaines conditions - 6 semaines, c'est-à-dire avant que le coeur du fœtus ne commence à battre, d'où le nom d'« heartbeat laws » - ne permet même pas aux femmes de se rendre compte qu'elles sont enceintes. De plus, le nombre de cliniques effectuant des avortements a diminué au point qu'il n'en reste que quelques-unes, voire une seule dans certains états. Dans une douzaine d'autres états, des projets de loi du même type sont en préparation.

C'est en Alabama qu'a été passée la loi la plus extrême suscitée par ce mouvement nataliste extrémiste : il n'y a pas d'exception pour viol ou inceste, seulement si la vie de la femme est en danger, et les médecins reconnus coupables d'avoir pratiqué un avortement encourraient une peine de 99 ans de prison. A noter que cette loi, passée par le Congrès de l'Alabama, où ne figurent que 4 femmes (sur un total de 105 membres) a été signée par une femme, la gouverneure Républicaine Kay Ivey - les « femmes de droite » jouent un rôle essentiel dans la mise en place de politiques anti-féministes aux Etats-Unis. Dans un projet de loi, des législateurs texans ont même inclus la peine de mort (pour homicide) pour les femmes ayant recours à l'avortement. Il est intéressant de savoir que les politiciens qui ont introduit et défendu cette loi au Congrès de leur état ont reçu d'importantes contributions financières de la part des plus grandes firmes américaines (8).

Cette offensive anti-IVG a pour objectif à long terme l'abrogation pure et simple de Roe versus Wade, l'arrêt de la Cour suprême qui garantit depuis 1973 le droit à l'avortement aux femmes américaines. Pour atteindre cet objectif, Trump a déclaré son intention de ne nommer à la Cour suprême - qui seule peut en décider - que des juges anti-avortement (9). Et c'est ce qu'il a fait en nommant récemment Brett Kavanaugh à cette prestigieuse institution, bien que celui-ci ait été dénoncé par une de ses victimes comme ayant commis des actes d'agression sexuelle sur des jeunes femmes quand il était étudiant (10).

En attendant de s'attaquer directement à Roe versus Wade, la stratégie des élus républicains est de saucissonner ce droit, de le détricoter maille à maille, de le soumettre à des restrictions sans cesse croissantes, afin qu'il n'en subsiste qu'un moignon et qu'il soit abrogé de facto sinon légalement : paraphrasant le slogan trumpiste « make

America great again », une journaliste a écrit que Trump voulait « make abortions back alley again » (faire que les avortements redeviennent clandestins) 11). C'est ainsi que Trump a supprimé les fonds alloués au United Nations Population Fund, qui fournit des services contraceptifs et de santé reproductive à plus de 12,5 millions de femmes dans le monde, et la législation baptisée « Gag Rule » a suspendu le financement d'organisations comme le National Family Planning Program qui dispensent aux femmes disposant de faibles revenus et non ou mal couvertes par une assurance santé, des conseils, des tests et des traitements en matière de contraception et de santé sexuelle et reproductive, y compris des tests de dépistage du cancer du sein et du SIDA. En 2016, cette organisation a servi 4,5 millions de femmes américaines, dont plus de la moitié n'avait pas d'assurance-santé. En privant des millions de femmes américaines pauvres et/ou issues de minorités d'accès aux soins de santé, l'obsession « pro-vie » des conservateurs américains peut être une sentence de mort. Ce qui n'est pas cohérent avec l'objectif poursuivi : s'il s'agissait seulement d'augmenter le chiffre des naissances, la protection de la santé et de la vie des femme - mères potentielles - serait une priorité pour laquelle on dégagerait les financements adéquats (12).

Récemment, Trump et les Républicains s'en prennent même à l'accès des femmes à la contraception. Désormais, les cliniques qui proposent des méthodes contraceptives aux patientes ne pourront plus bénéficier des 280 millions de dollars de subventions fédérales prévues par la mesure Title X : seules en bénéficieront les cliniques qui n'en proposent pas - ou plus. Un autre de leurs objectifs est de faire en sorte que les polices des assurances de santé privées cessent de couvrir le remboursement des méthodes contraceptives - en fait, il existe déjà un arrêt « clause de conscience » de la Cour suprême (Burwell versus Hobby) autorisant les entreprises, pour des raisons religieuses, à supprimer le remboursement des contraceptifs dans la couverture santé qu'elles fournissent à leurs employées (13).

Dans ce « Handmaid's Tale » qu'est en train de devenir l'Amérique de Trump, ce que les méthodes contraceptives modernes ont apporté aux femmes - la possibilité d'avoir des rapports sexuels sans crainte de tomber enceinte et une relative agentivité sexuelle - leur est peu à peu enlevé. L'usage généralisé de la pilule a découplé la sexualité de la reproduction, mais la politique de Trump tend à abolir ce découplage, et le droit des femmes à une sexualité épanouissante (déjà bien écorné par le porno) risque de disparaître avec lui. Et pour les convaincre d'abandonner la contraception, les Républicain-es n'hésitent pas à faire peur aux femmes en recyclant des fake news absurdes - le mythe de la pilule cancérigène, du stérilet baladeur, etc. Ceci alors que le remboursement du Viagra, lui, continue à être pris en charge par de nombreuses assurances (14). Comme l'a écrit un journaliste de la « New Republic », il y a dans l'Amérique de Trump la remise en place d'une contrainte reproductive qui prolonge la contrainte sexuelle : « forcer une femme à être enceinte contre sa volonté est moralement équivalent à un viol, le consentement des femmes ne compte pas, l'agentivité féminine doit être punie, les hommes doivent contrôler le corps des femmes » (15).

Mais la guerre du parti Républicain contre les femmes ne s'arrête pas à l'interdiction de l'avortement et aux restrictions d'accès aux méthodes contraceptives. En 2012, la majorité républicaine a voté contre la reconduction en l'état du VAWA (Violence Against Women Act) qui assurait le financement de refuges pour femmes battues (16). Une autre obsession de Trump, révoquer systématiquement les législations passées sous l'administration Obama, a conduit à l'abrogation des régulations permettant de sanctionner les agressions sexuelles sur les campus, qui sont nombreuses. D'une façon générale, l'administration Trump cherche à rendre les soins de santé plus onéreux pour les femmes et les défavorisés, et pour cela à démanteler l'ACA (Affordable Care Act, l'assurance santé mise en place par l'administration Obama), et à réduire le financement de Medicaid, assurance-santé fédérale servant majoritairement des femmes pauvres (17). Les Républicains ont voté contre des projets de loi démocrates concernant l'égalité salariale homme-femme et favorisant la création de crèches accessibles à toutes. Les multiples coupes budgétaires en ce qui concerne les services publics, les « food stamps » (tickets d'alimentation pour les plus démunis), l'école publique, les logements sociaux, etc. touchent plus durement les femmes : il est clair que, depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump, la « guerre des Républicains contre les femmes » a formidablement monté en puissance.

Viktor Orbán et le populisme hongrois : une stratégie incitative

En Hongrie, la préoccupation nataliste est encore plus prégnante qu'aux Etats-Unis, vu le déclin démographique marqué de la population du pays (le taux de natalité est de 1,45 contre une moyenne européenne de 1,58), aggravé par une émigration très importante - mais les moyens pour augmenter le nombre des naissances sont sensiblement différents. Certes, le droit à l'avortement y est la cible d'attaques répétées : depuis 2013, l'article 2 de la constitution déclare que la vie du fœtus doit être protégée dès la conception. Le droit à l'avortement jusqu'à la douzième semaine (et plus si viol ou raison médicale) est encore en vigueur pour le moment, mais des subsides attribués à des cliniques pratiquant l'IVG ont été supprimés et Orbán ne fait pas mystère de son opposition à l'avortement ; des campagnes de propagande anti-IVG par affiches ont même été financées par des fonds européens « destinés à l'emploi et à la solidarité sociale » (18). Comme en Pologne, l'église soutient le gouvernement Orbán dans cette croisade « pro-vie », d'autant plus qu'elle en reçoit de généreux subsides pour ses écoles et la restauration de ses bâtiments religieux et qu'elle se voit attribuer une mainmise croissante sur l'éducation, aux dépens des écoles publiques (19).

Mais il y a également un volet important de mesures incitatives en direction des femmes et des familles : les mères de 4 enfants sont exonérées à vie d'impôt sur le revenu, des prêts sont accordés aux femmes qui se marient pour la première fois si elles ont moins de 40 ans, des prêts immobiliers d'un montant maximum de 130 000 euros sont accordés par l'État aux familles nombreuses, 1/3 de la dette est effacé à la première naissance, et la totalité à la naissance du troisième enfant. Les familles nombreuses peuvent recevoir une aide financière de 7 800 euros pour l'achat d'une voiture à 7 places (20). Les femmes bénéficient de congés maternité pendant lesquels elles reçoivent plus de 70% de leur salaire brut - soit plus que leur salaire net en activité - pendant 3 ans, elles doivent absolument prendre la totalité de ce congé maternité sauf à être stigmatisées comme mauvaises mères (21) et les « mères carriéristes indignes » sont fustigées dans plusieurs campagnes de publicité gouvernementales (22).

Le site Bastamag, dans l'excellent article qu'il a consacré à la politique nataliste de Viktor Orbán, souligne qu'il y a actuellement en Hongrie, avec l'appui de l'église, une volonté gouvernementale manifeste de « renvoyer les femmes à la maternité ». Et que, dans ce pays comme en Pologne, « les femmes disparaissent lentement des politiques publiques derrière le seul concept de famille » : « on voit qu'ils remplacent simplement le concept de femme par celui de famille » (23) : dans la vision des populistes hongrois, les femmes n'ont pas d'identité individuelle et n'existent que comme reproductrices au service de la famille et de la communauté. Le message envoyé, martelé et omniprésent, c'est que « l'unique place des femmes est dans la famille » (24). La glorification de la famille chrétienne traditionnelle « un papa une maman » (bien évidemment, le gouvernement Orbán et son parti, le Fidesz, excluent absolument le mariage gay) fait l'objet de vastes programmes de propagande en Hongrie et 2018 a été décrété « l'année des familles » par le gouvernement, avec l'objectif de « protéger les familles chrétiennes contre le multiculturalisme » (25) car « la famille est la base de la survie de la nation » (26).

Corrélativement à cette propagande nataliste et familialiste envahissante, les services publics sont réduits, les plus pauvres (souvent des femmes) n'ont pas accès au système de santé qui est dans un état déplorable, les places de crèche sont rares, il n'y a aucun soutien à la lutte contre les violences envers les femmes (la Hongrie n'a pas ratifié la Convention d'Istanbul et le sexisme d'une récente campagne sur le viol qui montrait une femme en tenue de soirée agressée à la sortie d'une boîte de nuit accompagnée du slogan « tu y es pour quelque chose » a été dénoncé dans les pays occidentaux (26). Le féminisme y est très mal vu, les hommes continuent à monopoliser tous les postes décisionnels (il n'y a que 4% de femmes au Parlement hongrois, aucune ministre de sexe féminin dans le gouvernement Orbán), et les populistes au pouvoir travaillent à rendre la société hongroise, restée très traditionnelle en ce qui concerne les rapports entre les sexes, encore plus rétrograde qu'elle ne l'était. Les manuels scolaires ont été réécrits pour diffuser des préjugés sexistes les plus archaïques : on enseigne officiellement dans les écoles hongroises que les femmes sont moins intelligentes que les hommes (27).

La Hongrie est un petit pays dont le déficit démographique menace la survie à terme, le taux de chômage est faible

(environ 3%), et les employeurs peinent à trouver des candidats pour remplir les postes à pourvoir dans les entreprises. La solution serait d'encourager l'importation de travailleurs immigrés mais c'est une solution inacceptable pour les populistes hongrois : selon eux, l'immigration, vecteur du « grand remplacement », hantise de l'extrême-droite, détruit la culture nationale et l'homogénéité raciale magyare, livre le pays à des envahisseurs étrangers, « accroît la criminalité, surtout à l'égard des femmes, et introduit le virus du terrorisme » (28). Ceci alors qu'il y a très peu de candidats à l'immigration en Hongrie, que les demandes d'asile sont presque toujours rejetées et que les flux migratoires importateurs sont pratiquement nuls.

Cette position radicalement anti-migratoire procède d'un refus des populistes de tout métissage, de toute influence d'une culture étrangère sur la culture hongroise. Orban le dit haut et fort - il est hostile à tout changement : « nous ne voulons pas être cosmopolites. Nous voulons rester comme nous étions il y a 1 100 ans, dans le bassin des Carpates. Les migrations et les déplacements massifs de populations sont des phénomènes mauvais et dangereux dont nous ne voulons pas faire partie » (29). Et il accuse Bruxelles de promouvoir le multiculturalisme et de vouloir forcer la Hongrie (qui reçoit pourtant des fonds importants de l'UE) à ouvrir ses frontières à des vagues d'immigration massive, assimilées à des invasions. Face au péril de la disparition du peuple hongrois suite à l'immigration (pratiquement inexistante) agité par les populistes, « c'est aux femmes de défendre la Nation en procréant » (30).

Il y a aussi une importante dimension religieuse à ce combat - ingérence inévitable vu le rôle essentiel joué par les religions dans la définition des identités culturelles et dans l'exercice du contrôle social. Partout, les forces populistes réactionnaires font alliance avec les églises pour mener à bien un nouveau Kulturkampf, un combat pour les valeurs traditionnelles, et faire en sorte de propager largement ces valeurs auprès des citoyens, des femmes en particulier. Orban parle sans cesse de la « défense des nations chrétiennes », de la « baisse continue du nombre de chrétiens » (31), de « protéger la famille chrétienne contre le multiculturalisme », de « survie de la civilisation chrétienne » menacée. La religion est instrumentalisée par les extrêmes-droites populistes afin de mobiliser la population sur le thème identitaire et contre l'immigration. Et aussi contre l'émancipation des femmes, puisque celles-ci, par leur refus de procréer, seraient responsables de cette immigration. Confortant le message d'incitation à la maternité comme devoir patriotique propagé par le gouvernement, l'église est là pour rappeler aux Hongroises que l'ordre divin leur prescrit également d'être mères. Ce « réarmement démographique » s'accompagne donc d'un réarmement moral/religieux qui redouble son efficacité.

Matteo Salvini et le populisme italien : un style mussolinien

Salvini (leader de la Ligue du Nord populiste, ex-ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil qui après avoir demandé au Parlement de lui accorder les pleins pouvoirs, comme Mussolini en 1922, vient d'être renversé par une coalition du Parti démocrate et du Mouvement 5 étoiles, également populiste) ne dit pas autre chose quand il déclare : « en Italie, notre besoin, c'est de permettre ... d'avoir des enfants, et non pas d'avoir de nouveaux esclaves pour remplacer les enfants que nous n'avons pas » (32). Et lors d'un récent 8 mars, il précise sa vision du rôle essentiel des femmes dans une démocratie illibérale populiste : « les femmes ont une grande mission sociale pour assurer le futur et la survie de notre nation : elles doivent faire des enfants » (33).

Un des leaders de la Ligue du Nord, Giancarlo Cerelli, précise les positions de son mouvement sur ce que doit être le rôle des femmes dans un Etat populiste : il est totalement contre les quotas en leur faveur, dénonce ceux qui s'opposent au « rôle naturel des femmes », qui est celui de reproductrice, il fustige « l'auto-détermination sans frein » des femmes qui leur a permis « d'agresser les hommes » et affirme que « l'avortement n'est pas un droit » et que « la femme n'est femme que si elle est mère » ; une féministe italienne, Concita di Gregorio, constate qu'« on se croirait revenus aux années 50 » (34).

Et bien sûr, même célébration de la famille traditionnelle, de la religion, même homophobie, même attaques contre l'avortement, même déni du viol et des violences masculines et même protection de l'impunité des agresseurs que

dans les autres régimes populistes. Comme signalé plus haut, dès l'arrivée des populistes italiens au pouvoir, ils se sont immédiatement occupés de la réforme du droit de la famille, dans un sens évidemment contraire aux droits des femmes : garde alternée 50/50, suppression de la prestation compensatoire, médiation familiale en cas de séparation, divorce plus difficile, accès à l'avortement plus difficile (les médecins et pharmaciens peuvent refuser en arguant de la clause de conscience, ce qui fait que, vu les nombreux refus, beaucoup d'Italiennes vont désormais en France pour une IVG), déploration par Salvini à la tribune durant le Congrès des familles des « 6 millions de bébés tués en Italie par l'avortement » (35), loi sur les violences domestiques, rebaptisées euphémistiquement « conflictualité », subventions en baisse pour les associations féministes et les refuges, reconnaissance envisagée du concept d'aliénation parentale etc. (36). Comme on peut s'y attendre, la Ligue est le parti le plus populaire chez les catholiques pratiquants, et Salvini, dont la vie privée n'est pas non plus un modèle de vertu chrétienne, courtise l'église à tout va, « embrasse ostensiblement la croix de son chapelet », « affiche une icône christique dans sa bibliothèque », remercie la Vierge pour l'adoption d'une loi anti-migrants, défend les écoles religieuses et les croix dans les écoles publiques (37). Ce qui ne l'empêche pas de proclamer qu'il faut rouvrir les bordels. Face au style de plus en plus mussolinien arboré par Salvini et ses références explicites au Duce, on se croirait plutôt revenu aux années 30.

Bolsonaro et le populisme brésilien : la manière forte

Avec Bolsonaro, leader du Parti Social Libéral, qui préside depuis 2018 aux destinées du Brésil, on monte encore de plusieurs crans dans la détestation virulente des femmes et dans le fascisme explicitement revendiqué. Le retour à l'ordre moral tombe comme une chape de plomb sur le pays depuis l'accession au pouvoir de cet ex-militaire dont la carrière dans l'armée n'a pas été éblouissante puisqu'il n'a pas été au-delà du grade de capitaine et qu'il en a été congédié pour indiscipline et déloyauté. Selon l'Obs, sa carrière parlementaire a été aussi peu convaincante, puisqu'il est passé par 7 partis différents avant d'aboutir au PSL. Il a été élu sur un programme accordant une toute première place au combat contre l'insécurité (60 000 homicides par an au Brésil) et contre la corruption des régimes de Roussef et Lula, validé par les électeurs excédés par les taux de criminalité record de la société brésilienne. Evidemment, l'insécurité ne recule pas, et la corruption continue de plus belle : en matière de népotisme, Bolsonaro pourrait donner des leçons à Trump - il a placé tous ses fils comme conseiller municipal, député d'état et député fédéral et projette de nommer l'un d'eux ambassadeur aux Etats-Unis - et l'aîné a fait l'objet d'une enquête pour corruption (38).

Il s'est présenté aux électeurs comme « candidat du peuple », mais en fait il a été élu grâce au soutien des trois B (Balles, Boeuf, Bible, c'est-à-dire de l'armée, de l'industrie agro-alimentaire et de l'église) et probablement des fonds électoraux de la CIA (39). Il revendique fièrement son admiration pour Pinochet et pour les sanglantes dictatures militaires qui l'ont précédé au Brésil et déplore que « le régime a tué, mais pas assez, on ne va rien résoudre dans cette démocratie, il faut une guerre civile pour en tuer au moins 30 000 » (40). Il se déclare favorable à la torture, proclame que les « marginaux rouges » devront quitter le pays », de même que les « mécréants » (41). Equal opportunity dans la haine, il s'attaque aussi aux noirs (« les noirs sont paresseux »), aux gays (« je suis homophobe, et très fier de cela » ; « si je vois deux hommes s'embrasser dans la rue, je les frapperai »), aux Indiens (« plus un centimètre de terre pour les réserves indigènes... ») (42). Mais sa cible de prédilection semble être les femmes ; on ne compte plus ses commentaires misogynes, il y en a trop pour pouvoir tous les citer. En voici quelques échantillons : « à une députée d'opposition, Maria do Rosario, « je ne te viole pas parce que tu ne le mérites pas, pute ! » - sous-entendu, tu es trop moche (43) ; « je ne voudrais pas employer une femme avec le même salaire qu'un homme » (44) ; à la ministre des Droits des femmes du gouvernement Roussef : « grosse gouine ! » (45) ; sa réponse à la question d'inclure des femmes dans son gouvernement : « ce n'est pas une question de genre, on doit être compétent, c'est tout. Si je mets des femmes, je vais aussi devoir mettre des noirs » (46). Et il déteste tout spécialement les féministes qui, selon lui, « ne sont bonnes que pour une chose : le sexe oral » (47).

Et on retrouve, en pire, l'habituel arsenal de mesures anti-féministes caractéristiques des extrême-droites au pouvoir. L'avortement était déjà extrêmement restreint au Brésil - autorisé uniquement en cas de viol, risque de santé grave

pour la mère ou malformation du fœtus - et non seulement Bolsonaro s'est engagé à ce qu'aucun assouplissement ne soit apporté à cette législation, mais il a même été question de supprimer l'option de l'avortement en cas de viol (48). Un statut protégeant les droits de « l'enfant non-né » a été voté par le Parlement (qui ne compte que 14% de femmes), qui a aussi entériné un statut de la famille stipulant qu'une famille ne pouvait être constituée que d'un homme et d'une femme (49). L'« idéologie du genre », bête noire des cathos tradis, est honnie et pourchassée et toutes les références à l'éducation sexuelle, au féminisme, aux violences masculines et à l'homosexualité ont été expurgées des manuels scolaires ; le ministère de l'Éducation a été démantelé et le programme éducatif obscurantiste de Bolsonaro se résume à la prise en main des écoles publiques par l'armée ou l'église (50). Il est lui-même l'auteur d'un projet de loi révoquant le traitement obligatoire par les hôpitaux et cliniques des victimes de violences sexuelles (51). Dans un pays qui détient le record mondial du nombre de féminicides proportionnellement au nombre d'habitants (4 473 en 2017), il a déclaré que les femmes devaient « arrêter de pleurnicher » sur ces féminicides et que l'usage de ce mot devait même être proscrit (52). Le ministère de la Femme, de la Famille et des Droits humains n'est plus qu'une coquille vide et la ministre (et pasteure évangélique) Damares Alves lui a porté le coup de grâce quand elle a proclamé que « la place des femmes était à la maison pour mieux assumer leur rôle de mère » (53). Et la même ministre a affirmé qu'« il était temps que l'église gouverne » (54). Un article du Guardian déclare que Bolsonaro - « le Trump des tropiques » - « est le chef d'État « le plus misogyne et haineux ... et sans doute le plus répugnant homme politique du monde » (55). Difficile de ne pas souscrire à cette opinion.

On pourrait continuer ce tour d'horizon des régimes populistes, on retrouve à peu de choses près les mêmes thèmes idéologiques et les mêmes mesures. Dépénalisation des violences domestiques en Russie en 2016 - alors que ces violences sont massives dans ce pays (un ministre de l'Intérieur cite le chiffre incroyable de 14 000 féminicides annuels), mesures d'incitation à la maternité, programmes de logements pour les familles, jours de congé spéciaux pour que les couples puissent avoir des rapports sexuels, prix (appareils ménagers, télévisions, etc) décernés aux mères de familles nombreuses, et Poutine qui déclare que « la famille de 3 enfants doit devenir la norme » (56).

En Pologne, attaques répétées du gouvernement, avec l'appui des catholiques, contre l'avortement visant une interdiction totale, qui ont fait descendre des millions de femmes dans la rue ; dans ce même pays, mesures d'incitation à la maternité similaires à celles mises en oeuvre en Hongrie, dont le résultat est que 100 000 Polonaises ont quitté le marché du travail. Les associations qui accompagnent les femmes victimes de violences « sont cibles de raids et de harcèlement policier » (57). Des campagnes de propagande grotesques mettant en scène des lapins qui se vantent d'avoir une nombreuse descendance de 63 lapereaux et coûtant des millions d'euros sont diffusées pour encourager les nombreuses maternités avec le slogan « prends exemple sur les lapins ! » - les concepteurs de ces campagnes pensent apparemment que les femmes se sentiront valorisées d'être comparées à des lapines (58).

Les populismes contre le peuple

Les régimes populistes cherchent à capter les suffrages des électeurs en promettant des mesures sociales et se proclament défenseurs des défavorisés et des laissés pour compte de la globalisation. C'est un écran de fumée : une fois au pouvoir - comme les nazis l'ont fait avant eux - les mesures sociales passent à la trappe, et les politiques mises en oeuvre recyclent les bonnes vieilles recettes du libéralisme économique : Bolsonaro a baissé les impôts des plus riches, privatisé à outrance, encouragé le pillage des territoires indiens et de l'Amazonie, développé un système parallèle de retraites par capitalisation qui, à terme, pourrait supplanter les retraites assurées par l'État, etc. Et le fait qu'il ait nommé comme ministre de l'Économie un « Chicago boy » (formé aux théories ultra-libérales de l'économiste Milton Friedman à l'Université de Chicago), Paulo Guedes (celui qui a critiqué le physique de Brigitte Macron), ne laisse aucun doute sur la nature de l'idéologie qui dicte sa politique économique (59).

En Italie, le gouvernement populiste, contrairement à ses promesses électorales, a mis en oeuvre une politique d'austérité et effectué 7,5 milliards d'euros de coupes budgétaires. Les salaires sont bloqués, les riches paient peu d'impôts. Quand des travailleurs de l'entreprise Logista ont manifesté devant un tribunal contre des licenciements, Salvini, ministre de l'Intérieur, a « envoyé la police et l'armée ». Et comme ça a été le cas pour les fascismes

historiques, le financement de la Ligue du Nord provient en grande partie des grandes entreprises italiennes (60).

En Hongrie, Orban a tenté de faire passer une « loi esclavagiste » qui accordait aux patrons le droit d'exiger de leurs employés 400 heures supplémentaires annuellement, et de ne les leur payer que jusqu'à 3 ans plus tard ; plusieurs grèves ont éclaté, en particulier chez BMW (61). En Russie, Poutine a reculé de 5 ans l'âge de la retraite, etc. Autre similarité avec les fascismes historiques : quand ils font campagne avant des élections, les partis populistes se disent volontiers anti-capitalistes. En fait, Orban a réduit l'impôt sur les sociétés pour stimuler les firmes hongroises et attirer les investisseurs étrangers. L'impôt sur le revenu, au lieu d'être progressif, est une flat tax de 15%, que l'on soit riche ou pauvre (62). On a vu que Trump a réduit les impôts des plus riches et coupé drastiquement le budget des programmes sociaux (63). En fait, l'anticapitalisme des populistes se limite habituellement à attaquer la « finance juive » comme le fait Viktor Orban avec George Soros.

Si l'on se base sur les politiques mises en oeuvre, et non sur leurs discours, les populistes, s'ils rejettent absolument le libéralisme politique (la démocratie parlementaire, les Droits humains, etc), s'accommodent fort bien du libéralisme économique, s'arrangent parfaitement du capitalisme et n'hésitent pas à pratiquer une casse sociale aussi brutale que celle des néo-libéraux. Le mot de populisme recouvre en fait une supercherie idéologique visant à détourner l'attention des classes moyennes et populaires des violences économiques que leur inflige le capitalisme mondialisé et à diriger leurs frustrations vers des boucs émissaires : immigrants, gays et femmes. Toutes catégories dont les populistes estiment qu'elles ont pris trop de pouvoir dans la société, et qu'ils se proposent de remettre à leur place traditionnelle ; s'ils divinisent le peuple, c'est pour mieux lui faire les poches. Cette stratégie de détournement des frustrations populaires vers des fausses cibles n'est pas neuve : elle a été mise en oeuvre avec succès par le nazisme - sauf que les boucs émissaires désignés à la vindicte des Allemands étaient alors les Juifs.

(à suivre)

Francine Sporenda

<https://revolutionfeministe.wordpress.com/2019/09/07/la-guerre-des-populismes-contre-les-femmes-etat-des-lieux/>

1

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/28/poutine-juge-les-idees-pronees-par-les-democraties-obsoletes-tusk-contre-attaque_5482454_3210.html

2 <https://www.touteleurope.eu/actualite/europe-ces-pays-ou-gouvernent-les-populistes.html>

3 « Qu'est-ce que le populisme, définir enfin la menace », Jan Werner Müller, 27.

4 , 27.

Le père de Bolsonaro était dentiste, sa mère femme au foyer, le père d'Orban était ingénieur agronome, sa mère orthophoniste, le père d'Erdogan était capitaine de navire et membre des garde-côtes turcs, sa mère femme au foyer, le père de Jaroslaw Kaczynski était ingénieur et universitaire, sa mère professeure de philologie à l'Académie universitaire des sciences.

5 Ibid, 30.

<https://www.aljazeera.com/news/2019/05/states-passed-abortion-bans-190514142646289.html>

6 Les congressmen républicains W. Ainsworth et G. Reed qui ont défendu cette loi ont reçu des donations à leur campagne électorale des compagnies suivantes : Coca-Cola, AT&T, Exxon, laboratoires Pfizer, Walmart, Boeing, assurances State Farm, laboratoires Ely Lilly, Caterpillar, Koch, Draft Kings, Comcast cable TV, Anheuser Busch (bières), assurances Caremark, Tobacco Altria. <https://popular.info/p/the-corporations-backing-alabamas>

7 <https://democracyguardian.com/kavanaugh-is-a-reminder-of-the-gop-war-against-women-2a9e03b09b2e>

8 <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-45542415>

9 <https://www.newsweek.com/2018/11/16/chelsea-handler-republicans-have-waged-war-women-opinion-1201312.html>

10 https://www.huffpost.com/entry/opinion-bardella-gag-rule_n_5b2fd8c4e4b00295f15dc352

11 <https://www.acog.org/Clinical-Guidance-and-Publications/Committee-Opinions/Committee-on-Health-Care-for-Under-served-Women/Access-to-Contraception?IsMobileSet=false>

12 <https://daily.jstor.org/cover-viagra-but-not-birth-control/>

13 <https://newrepublic.com/article/153942/criminalization-womens-bodies-conservative-male-power>

14 <https://www.commondreams.org/views/2018/09/27/why-do-republicans-hate-women>

15 https://www.huffpost.com/entry/opinion-bardella-gag-rule_n_5b2fd8c4e4b00295f15dc352

16 <https://democracyguardian.com/kavanaugh-is-a-reminder-of-the-gop-war-against-women-2a9e03b09b2e>

17 <https://newrepublic.com/article/153942/criminalization-womens-bodies-conservative-male-power>

18 <https://www.bastamag.net/Natalite-famille-patrie-comment-Viktor-Orban-renvoie-les-femmes-hongroises-au>

19 https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/hongrie-le-plan-d-orban-pour-doper-la-natalite-et-eviter-les-migrants-15-02-2019-2293572_1897.php

20 <https://soutpresse.wordpress.com/2017/04/02/etre-une-femme-dans-la-hongrie-patriarcale-de-viktor-orban/>

21 https://www.google.com/search?ei=s3NNXZ2YEbzJgwe24IPADQ&q=+Viktor+Orban+veut+des+b%C3%A9b%C3%A9s+hongrois+pour+sauver+l%27Europe&oq=+Viktor+Orban+veut+des+b%C3%A9b%C3%A9s+hongrois+pour+sauver+l%27Europe&gs_l=psy-ab.12...7535.28868..30868...0.0..0.370.5823.37j19j1j1.....0....1..gws-wiz.....0..0i71j0i131j0

[j0i67j0i10i1i67j0i19j0i22i10i30i19j0i22i30i19j0i22i30j33i160j33i22i29i30j33i21.nWXuUxhfDMs&ved=](#)

22 <https://www.bastamag.net/Natalite-famille-patrie-comment-Viktor-Orban-renvoie-les-femmes-hongroises-au>

23 <https://souple.wordpress.com/2017/04/02/etre-une-femme-dans-la-hongrie-patriarcale-de-viktor-orban/>

24 <https://www.nouvelobs.com/monde/20180408.OBS4798/en-hongrie-on-apprend-que-les-garcons-et-les-filles-n-ont-pas-les-memes-aptitudes-intellectuelles.html>

25 <https://www.nouvelobs.com/monde/20190212.OBS0039/viktor-orban-refuse-de-voir-la-couleur-des-hongrois-melangee-a-celle-des-autres.html>

26 <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/02/turning-orbans-hateful-rhetoric-into-reality/>

27 <https://www.nouvelobs.com/monde/20180408.OBS4798/en-hongrie-on-apprend-que-les-garcons-et-les-filles-n-ont-pas-les-memes-aptitudes-intellectuelles.html>

28 https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/hongrie-le-plan-d-orban-pour-doper-la-natalite-et-eviter-les-migrants-15-02-2019-2293572_1897.php

29 <https://www.nouvelobs.com/societe/droits-des-femmes/20190307.OBS1360/pour-la-journee-des-droits-des-femmes-matteo-salvini-affiche-sa-misogynie.html>

30 <https://www.elle.fr/Societe/News/les-italiennes-entrent-en-resistance-3752783>

31 <https://radioparleur.net/2019/04/03/italie-verone-feministe-avortement/>. Le Congrès de la famille (World Congress Of Families) est une organisation ultra-réactionnaire qui serait financée par la Russie et l'extrême-droite américaine.

32 <https://www.causeur.fr/matteo-salvini-italie-eglise-immigration-162062>

33 https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/bresil-bolsonaro-president-du-non-politiquement-correct_2055502.html

34 <https://theconversation.com/jair-bolsonaro-lextrême-droite-a-la-conquete-du-bresil-95193>

35 https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/bresil-bolsonaro-president-du-non-politiquement-correct_2055502.html

- 36 <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/bolsonaro-gender-ideology-hegemonic-masculinity-brazil-181031062523759.html>
- 37 <https://www.bastamag.net/Bresil-ce-que-reserve-Bolsonaro-aux-femmes-aux-travailleurs-aux-homos-et-aux>
- 38 https://www.lepoint.fr/monde/bresil-la-deputee-trop-moche-pour-etre-violee-craint-plus-de-violences-22-10-2018-2264732_24.php
- 39 <https://www.bastamag.net/Bresil-ce-que-reserve-Bolsonaro-aux-femmes-aux-travailleurs-aux-homos-et-aux>
- 40 Idem
- 41 <https://www.france24.com/fr/20181001-bresil-election-presidentielle-femmes-contre-candidat-extreme-droite-bolsonaro-non-pas-lui>
- 42 <http://www.brasilwire.com/fascist-bolsonaro-where-there-is-indigenous-land-there-is-wealth-beneath-it/>
- 43 https://www.lepoint.fr/monde/bresil-les-principaux-points-du-programme-de-bolsonaro-29-10-2018-2266759_24.php
- 44 <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/bolsonaro-gender-ideology-hegemonic-masculinity-brazil-181031062523759.html>
- 45 <https://womenintheworld.com/2019/02/15/brazil-president-moves-to-eliminate-references-to-feminism-and-homosexuality-from-public-education/>
- 46 <https://www.wordsinthebucket.com/the-future-of-women-in-brazil>
- 47 idem
- 48 <https://france.attac.org/nos-idees/placer-l-altermondialisme-et-la-solidarite-au-coeur-des-relations/article/bresil-le-bas-culement-dans-la-democrature>
- 49 <https://www.wordsinthebucket.com/the-future-of-women-in-brazil>
- 50 <https://www.theguardian.com/world/2018/apr/19/jair-bolsonaro-brazil-presidential-candidate-trump-parallels>
- 51 <http://www.slate.fr/story/71941/fecondite-politique-familiale>

52 <https://www.bastamag.net/En-Pologne-le-gouvernement-attaque-sans-relache-les-droits-des-femmes>

53 <https://www.eurotopics.net/fr/189059/pologne-la-politique-nataliste-s-inspire-du-lapinisme>

54 https://www.lepoint.fr/monde/bresil-les-principaux-points-du-programme-de-bolsonaro-29-10-2018-2266759_24.php

55 <https://www.revolutionpermanente.fr/Non-Salvini-et-Di-Maio-ne-sont-pas-des-soutiens-pour-les-Gilets-Jaunes>

56 <https://courrierdeuropecentrale.fr/europe-centrale-ou-le-populisme-de-droite-est-devenu-leestablishment/>